



La revanche des Siths. Photo Pierre Albouy. Reuters (2024)

## Le menu du jour

**RAS LE POL** Mais que feraient la droite et l'extrême droite sans LFI ?

**AU COMPTOIR** Philippe décommande Macron ; Attal veut l'état d'urgence et des «*exemples*» ; et Tondelier ne veut pas être convoquée chez le dirlo

**PASSION ARCHVIES** En 11 jours, les déclas de Nuñez ont pris un sacré coup de vieux

**YOUPOL** Bellamy veut envoyer Poutou en prison

**LE MOT** «*Farfelu*»

**ÇA ARRIVE AUJOURD'HUI** Macron en mode Koweït *and see*

**L'ADDITION** Jouons avec le concert de Céline Dion

**RdS le PoL**

**LFI, le bouc émissaire très pratique**



dessin de presse

*Usual Suspect. Photo Lou Benoist. AFP (2026)*

Par Sy. C.

Un diffusé sur les réseaux résume bien la situation politique. On y voit un politique dire : «*C'est la faute de LFI !*». «*Quoi donc ?*», demande une journaliste. «*Je ne sais pas. On parlait de quoi ?*», rétorque l'interviewé. Depuis le chaos de

samedi, droite et extrême droite rendent ce dessin réel. **LFI serait responsable des débordements, des pillages et même de l'incendie de bâtiments publics. Des élus réclament des sanctions contre le mouvement de Jean-Luc Mélenchon au motif que des insoumis ont appelé à manifester. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a invité dès samedi soir LFI à choisir «son camp» entre les forces de l'ordre et les casseurs - et on en profite pour rappeler que le «camp» politique du Premier ministre a perdu les dernières législatives et qu'il n'a donc aucune légitimité à gouverner la France.** *«La responsabilité politique de LFI dans ces violences est considérable, s'est insurgé Édouard Philippe sur BFMTV. Une ultra-gauche organisée qui veut casser l'ordre républicain et conflictualiser le pays. "Tout conflictualiser", ce sont les propos de Mélenchon.»* Un argumentaire repris ce matin par la porte-parole du gouvernement - et soutien de Philippe pour présidentielle - Maud Bregeon. Avant même les événements de samedi, Bruno Retailleau réclamait l'interdiction pure et simple de LFI, eut égard de son soutien au mouvement lycéen. L'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy a repris cette idée et martelé sur CNEWS hier soir : **«Il faut dissoudre LFI.»**

Mélenchon l'a pourtant bien martelé, dès samedi soir : **«Ceux qui partagent notre combat n'ont rien à faire dans le pillage, le saccage.»** Mais le bouc émissaire est bien trop pratique et les outrances répétées du candidat à la présidentielle servent de point d'appui. C'est à se demander ce que feraient la droite et l'extrême droite si LFI n'existait pas.

**LE TON DE LA PROCHAINE ÉLECTION EST DONC DONNÉ ET ON SEMBLE SE DIRIGER VERS UN ÉNIÈME SCRUTIN OÙ IL NE SERA PAS QUESTION DE PROJETS MAIS D'ANTI-MÉLENCHONISME PRIMAIRE. ET CELA, C'EST INSUPPORTABLE. TOUT CELA A UN AVANTAGE : ACCUSER LFI DE TOUS LES MAUX PERMET DE NE PAS FAIRE L'INVENTAIRE DE POLITIQUES MENÉES DEPUIS**

## 20 ANS DONT LE CHAOS DU 17 OCTOBRE EST UN DES FRUITS.

### «Nique leur mépris»

Sur X, [le journaliste Guillaume Ledit](#) l'a parfaitement résumé dans un thread. Depuis 2003 et la suppression de la police de proximité par Nicolas Sarkozy, le maintien de l'ordre se fait de manière de plus en plus violente et, comme l'a rappelé Marine Tondelier ce week-end, cette doctrine remet en cause le droit fondamental à manifester. Vous nous direz, même quand les manifs se déroulent relativement dans le calme, comme ce fut le cas à l'occasion du débat sur la réforme des retraites, le gouvernement s'en soucie comme d'un furoncle. Les colères ne sont plus entendues et *«ne trouvent plus de médiation institutionnelle»*, écrit Ledit. Qui poursuit : *«Et quand on demande leur avis aux citoyens, on l'enterre. Grand débat en 2019, Convention citoyenne pour le climat... Puis la dissolution de 2024, un Nouveau Front populaire arrivé en tête et écarté de Matignon, des gouvernements peu légitimes en rafale, des budgets au 49.3.»*

La colère ne vient donc pas de nulle part mais pour les politiques au pouvoir depuis des décennies, il est plus aisé de cibler LFI. Dans [le Monde](#), un journaliste rapporte ce graffiti apposé samedi sur la porte d'une agence bancaire : *«Le bruit et l'odeur de Chirac ; le Karcher de Sarko ; les sans-dents de Hollande ; ceux qui ne sont rien de Macron. Nique leur mépris.»*

## Au comptoir

**SUR COMMANDE** • Personne n'attendait grand-chose de l'allocution d'Emmanuel Macron hier soir mais tout le monde a quand même été déçu. Aucune surprise, venant de l'extrême droite ou de la gauche. Mais ils n'ont pas été les seuls à fustiger avec virulence l'intervention sans annonce du

Président après les événements du week-end. Le premier Premier ministre de Macron et prétendant à sa succession, Édouard Philippe, n'a vraiment pas été tendre avec celui qui l'avait nommé. Aussi aurait-il *«préféré»* que Macron prenne *«des décisions et des initiatives permettant le retour à l'ordre et le rétablissement de l'autorité de l'État, la sanction des pilleurs et des casseurs ainsi qu'une méthode détaillée pour rétablir la discussion avec les lycéens et les organisations syndicales»*, a-t-il réagi sur X. Avant de porter le coup de grâce : *«Notre pays a besoin d'être commandé.»* Sous-entendu donc : il ne l'est pas, ou plus. On notera également que peu d'élus macronistes ont pris la parole publiquement depuis hier soir pour faire le SAV du patron, comme ils en avaient l'habitude, tels des playmobils, depuis presque 10 ans. Ça sent vraiment la fin de règne.



Quand tu regrettes le temps béni de la monarchie. Photo Benoit Tessier. AFP (2026)

**AU TABLEAU** • Macron n'a pas fait beaucoup d'annonces hier mais il a demandé à Lecornu de convoquer à Matignon

les partis cette semaine pour faire un petit point sur la situation. Ce qui, de prime abord, n'a pas franchement plu à Marine Tondelier. *«Au lieu d'entamer un début de commencement de mea culpa, Macron nous convoque à Matignon comme des enfants au tableau à l'école pour "obtenir des positions claires et publiques"»,* a répondu la patronne des écolos et candidate à la présidentielle, avant d'ajouter : *«Pas la peine d'organiser toute cette mise en scène, les Écologistes sont très clairs : nous condamnons toutes les violences. Bref, si nous allons à Matignon, ce sera pour travailler à des solutions aux crises sociales, environnementales et démocratiques. Pas pour un conseil de discipline.»*

**FICHÉS POUR FICHÉS •** À droite, beaucoup, à l'instar de Bruno Retailleau, ont plaidé pour que Macron déclenche l'état d'urgence ou instaure des couvre-feux. Gabriel Attal est de ceux-là. Le patron de Renaissance, qui reconnaît que l'exécutif *«a failli»*, estime que tous *«les moyens qui peuvent être utilisés»* doivent l'être pour rétablir l'ordre. *«S'il faut pour ça décréter l'état d'urgence, il faut le faire»*, affirme-t-il sur RTL, espérant qu'il y aura *«très vite des exemples»*. Attal souhaite ainsi que *«les Français voient, 48h après les événements, qu'on va chercher des personnes chez elles parce qu'elles ont été identifiées»*. Pour lutter contre *«un sentiment d'impunité»*. Et il plaide pour cela le développement de *«la reconnaissance faciale et l'intelligence artificielle»*. *«C'est une question civilisationnelle»*, assène-t-il. Du genre *Black Mirror* ?



Gabrial Attaque. Photo Carine Schmitt. Hans Lucas via AFP (2026)

**ALORS QUE REVOILÀ LA SOUS-PRÉFÈTE •** Il n'y a pas que la préfecture des Bouches-du-Rhône qui semble vivre dans un monde parallèle [Voir Le mot ]. Il y a aussi l'Après, la petite boutique des ex-mélenchonistes purgés de LFI. Face à la *«colère sociale profonde et légitime»* et *«les forces de l'ordre dépassées par les conséquences de leurs propres actions»*, Clémentine Autain, Alexis Corbière & cie estiment, dans un communiqué publié hier, que *«le gouvernement doit céder ou partir»*. Et pour eux, c'est plutôt partir car ils demandent aussi et surtout à Macron de... *«nommer un Premier ministre issu du Nouveau front populaire»*. Alors, 1. On peut leur rappeler l'état de mort cérébrale du NFP, écartelé entre un PS anti-LFI et des mélenchonistes qui ne veulent plus entendre parler des socialistes ; et 2. pourquoi Macron céderait-il aujourd'hui à cette revendication issue des législatives 2024 à laquelle il n'a jamais donné la moindre suite ? Mais l'espoir fait vivre.

**EN QUÊTE DE RÉPONSES •** Les écolos veulent par ailleurs,

à l'Assemblée, la création d'une commission d'enquête *«sur la journée du 17 octobre, les circonstances ayant amené aux violences et dégradations, et les défaillances de l'État dans l'anticipation, la conception et la conduite du dispositif de maintien de l'ordre lors de cette journée»*. Notant que *«les premiers éléments rendus publics font apparaître de graves défaillances»*, les députés verts ont ainsi écrit à Yaël Braun-Pivet pour que le Parlement réponde à certaines questions : *«Quelles étaient les consignes données pour assurer le maintien de l'ordre ? Comment l'État, qui avait anticipé ces violences, selon les dires mêmes du ministre de l'Intérieur et du Premier ministre, a-t-il pu se montrer à ce point débordé ?»* Ils demandent une réunion *«dans les meilleurs délais»* de la conférence des présidents. Prévue mardi, cette réunion sera aussi saisie par Braun-Pivet qui, elle aussi, veut une commission d'enquête qui *«aura vocation à faire toute la lumière sur les scènes de chaos et de pillages et sur leurs responsables, à apporter des réponses aux élus, aux commerçants et à toutes les victimes des violences d'hier, mais aussi aux citoyens qui s'interrogent sur l'ampleur des débordements et la réponse qui leur a été apportée»*.

# Passion archives

Perte de contrôle continue



Laurent Nul - ez. Photo Mehdi Fedouach. AFP (2026)

Bien souvent, quand on se plonge dans une archive, on rajeunit de quelques années. Mais pas toujours. Prenez par exemple l'intervention du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez sur [France Inter le 6 octobre dernier](#). Elle a déjà pris un sacré coup de vieux sans pour autant nous rajeunir franchement. Celui qui, après les violences du 17 octobre, a présenté sa démission à Macron qui l'a refusée, expliquait ce qu'était, selon lui, «*perdre le contrôle*» de la situation. Et c'est instructif *a posteriori*.

Alors que la mobilisation des lycéens était déjà durement réprimée, le ministre de l'Intérieur déroulait son argumentaire pour montrer que tout était bien géré. «*Quand vous avez des émeutiers, des dégradations qui sont commises, il y a des interventions de police. Ce n'est pas pour ça qu'on a perdu le contrôle*», débutait Nuñez, avant d'affirmer : «*Perdre le contrôle, c'est si jamais vous avez des hordes de personnes qui défilaient dans les centres-villes, qui pillaient les magasins et qui commettaient des exactions. Chaque fois*

*qu'il y a des commencements d'action, il y a des interventions de police.»*

On peut donc dire que *«le premier flic de France»* a perdu le contrôle ce week-end après avoir, consciemment ou inconsciemment, mis en place un dispositif policier largement sous-dimensionné. Ce qu'il reconnaît finalement ce matin sur France Inter : *«Oui, il y a eu une perte de contrôle dans certaines villes.»* Il admet aussi un *«manque d'anticipation»* dans la mobilisation des forces de l'ordre. Mais pas de quoi être démissionné visiblement, au nom *«de la nécessité d'un commandement continu des forces de l'ordre dans le contexte actuel»*, dicit l'Élysée.